

OBJET DU MARCHE :
LOCATION ET ENTRETIEN D'UNE BALAYEUSE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)

MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES
MODE DE PASSATION : APPEL D'OFFRE OUVERT
en application de l'article 33 du Code des Marchés Publics

Maître d'Ouvrage
MAIRIE DE MAROMME
Place Jean Jaurès - 76150 MAROMME
Tél: 02.32.82.22.00 - Fax: 02.32.82.22.28

-SOMMAIRE-

ARTICLE 1er - OBJET DU MARCHE –DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE	5
Principe, Durée du marché, Opérations de vérifications, Délai de validité des offres, Modifications de détail au DCE, Facturation, Délai de paiement, Retenue de garantie, Avance forfaitaire, Période flexible, Assurances, Résiliation.	
ARTICLE 4 – DESIGNATION DES FOURNITURES	8
A - Offre de base B - Options	
ARTICLE 5 – ENTRETIEN DU VEHICULE	9
Entretien courant, Prêt de véhicule.	
ARTICLE 6 – DEMONSTRATION SUR SITE	11
ARTICLE 7- MODALITE DE LIVRAISON	12
Délai, Pénalités, Modalités, Réception, garantie.	
ARTICLE 8 – PRIX	12
Contenu des prix, Etablissement des prix.	

ARTICLE 9 – REPRISE DU VEHICULE	14
En cas de vol,	
En fin de location,	
Restitution anticipée du véhicule	
ARTICLE 10 –JUGEMENT DES OFFRES	15
ARTICLE 11 –MODALITE D'OBTENTION ET DE REMISE DU DCE	16
ARTICLE 12 –DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18
➤ Renseignements complémentaires	18
➤ Langue utilisée	18
➤ Unité monétaire	18

ARTICLE 1er - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Objet du marché :**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La location et l'entretien, pour une durée de 60 mois, d'une balayeuse de voirie.

La description des prestations et les spécifications techniques sont indiquées aux articles 4, 5, 6 et 7 du présent C.C.P.

Les conditions générales du bailleur pourront être annexées comme complément et précision des prestations offertes, mais ne devront en aucun cas être en contradiction avec le présent document. Si tel était le cas, les clauses du C.C.P. prévalent.

Le véhicule sera conforme à la réglementation en vigueur au jour de la livraison et répondra aux normes françaises et européennes.

Décompositions en tranches et en lots :

Pas de décomposition en lots.

Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

Forme du marché :

Marché de Fournitures et Services passé sous la forme d'un Appel d'offres ouvert suivant l'Article 33 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, comprenant la méthode de calcul de l'indemnité en cas de restitution anticipée d'un véhicule,
- le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.

Pièces générales :

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G. – F.C.S.) approuvé par le décret n° 77.699 du 27 mai 1977 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, dans sa version en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**Principe :**

Le marché doit être notifié avant tout commencement d'exécution. La notification du marché consiste en une remise au titulaire contre récépissé de la photocopie de l'acte d'engagement certifiée conforme et visée. La date de notification est la date du récépissé. Le marché prend effet à cette date.

Le marché s'exécute par l'émission d'un ordre de service édité par la ville de MAROMME.

L'ordre de service est adressé au Titulaire par envoi postal en trois exemplaires dont deux originaux seront à retourner visés par le titulaire du marché.

Le premier versement du loyer sera payé à terme échu, c'est-à-dire un mois après la réception sur site de la balayeuse.

Le procès verbal de réception devra indiquer :

- 1 – la date de l'Ordre de Service,
- 2 – le délai de livraison,
- 3 – la date de réception.

Le procès verbal de réception sera établi par le titulaire du marché en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage dûment habilité.

Durée du marché :

Le marché est conclu pour une durée de 60 mois à compter de sa notification.

Opérations de vérification :

Les opérations de vérifications se feront conformément au chapitre IV du CCAG/FCS (décret n° 77-699 du 27 mai 1977 modifié et édité par la direction des journaux officiels, brochure n° 2014). Le titulaire a à charge la réalisation des essais et tests de bon fonctionnement

Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Modification de détail au dossier de consultation :

La Ville de Maromme se réserve le droit d'apporter au plus tard 48 heures avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Facturation :

Le Titulaire adresse une facture en 3 exemplaires originaux. La facture porte, outre les mentions légales du fournisseur, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'Acte d'Engagement ;
- La référence du marché ;
- La référence du bon de commande ;
- Le détail des matériels référencés livrés (désignation, quantité, prix unitaire du bordereau des prix) ;
- Le montant total hors TVA de la facture ;
- Le taux de TVA et le montant total T.T.C de la facture ;
- La date de la facture.

Les factures sont libellées au nom et adressées à :

Mr le Maire, Direction des services financiers
Hôtel de ville, BP 1095 76153 MAROMME CEDEX

ORDONNATEUR

Les mandats de paiement seront ordonnés par Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité.

COMPTABLE :

Les mandats de paiement seront assignés par le Receveur Percepteur de la Ville de MAROMME.

En cas de nantissement, tout acte de cession de créance doit être adressé au comptable désigné ci-dessus.

Délai de paiement :

Chaque facture émise fait l'objet d'un paiement à titre de paiement définitif.

Selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours. (Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par la personne publique).

En cas de retard dans le paiement et en l'absence de contestation, le titulaire est indemnisé selon le régime des intérêts moratoires prévu au Code des marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, taux BCE augmenté de sept points.

Retenue de garantie :

Sans objet.

Avance forfaitaire :

Aucune avance forfaitaire n'est versée au fournisseur.

Période flexible

Une période de prolongation de location complémentaire d'un maximum de 6 mois devra être prévue au contrat dans l'hypothèse où les heures de fonctionnement retenues pour la période initiale ne seraient pas atteintes. Les mensualités pendant la période flexible figureront sur le bordereau de prix.

Assurances :

A dater de sa mise à disposition, le véhicule loué, objet du présent marché sera assuré tous risques par la ville de MAROMME.

L'assurance tous risques comprend, les dommages causés au véhicule (accident ou vandalisme) et aux tiers, le vol, l'incendie, les catastrophes naturelles.

AVEC :

- *Renonciation du locataire et de sa compagnie d'assurance contre tout recours vis-à-vis du titulaire du marché.*
- *L'assurance de la responsabilité du titulaire du marché en cas de recours des Tiers.*
- *Délégation d'indemnité au titulaire du marché en cas de vol, d'incendie ou de sinistre total.*

La ville de MAROMME remettra au titulaire du marché, lors de la prise en possession du véhicule, une attestation de la Compagnie d'Assurances certifiant la couverture des risques ci-dessus énumérés.

Pour le cas de sinistre total ou de non retour du véhicule après vol, la location sera résiliée de plein droit à la date du sinistre.

L'indemnisation pour perte du véhicule sera limitée à la compensation perçue de l'assureur du locataire au titre de la destruction du véhicule, la vente de l'épave restant à la charge du titulaire du marché.

Résiliation :

La personne publique peut résilier le marché selon les conditions prévues à l'article 24 du C.C.A.G. Fournitures et Services.

Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

En cas d'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français, il sera fait appel à l'article 24 du C.C.A.G. - Fournitures Courantes et Services sont applicables.

ARTICLE 4 - DESIGNATION DES FOURNITURES

Le véhicule fourni se présente en 1 lot défini comme suit :

A -OFFRE DE BASE (location 60 mois de la balayeuse)**Description technique**

Balayeuse compacte neuve, (conduite avec permis VL)
Capacité de déchets de balayage : 4 à 5 m³ (environ)
Moteur turbo-diesel, Euro V, puissance 150 chevaux environ
Vitesse 25 Km/h
Couleur dominante blanche (si possible RAL 9010)
Cuve à déchet en Inox
Cuve à eau d'humectage en inox
Balai latéral réglable hydrauliquement en inclinaison
Largeur de balayage réglable d'environ 2 000 mm
Pente franchissable à pleine charge : 30%
2 ou 4 roues directrices
Caméra de recul avec écran couleur
Radio cd
Climatisation manuelle ou automatique
Kit d'aspiration à feuilles avec potence
Roue de secours
Possibilité de lavage avec lance et tuyau de 20ml avec enrouleur ≤ 150 bars
Signalisation aux normes françaises (gyrophares oranges avant et arrière, bandes rétrofléchissantes de classe2, avant, arrière et latérales et triangle de pré-signalisation)
Logos et identification ville de Maromme (sériographie Maromme suivant logo officiel quadri, sur les deux côtés et sur l'avant et l'arrière du véhicule). Environ 25 lettres par côté.
Cabine 2 places assises avec siège chauffeur suspendu
Rétroviseurs chauffants
Avertisseur sonore de recul
Eclairage balais
Bouchon réservoir carburant antivol
Système antivol et anti-démarrage à clé ou à code
Gravage des vitres
Equipement de téléphonie "Bluetooth" (prêt à fonctionner)

Ce matériel devra intégrer des solutions favorisant le développement durable.

Avec son offre, le candidat devra fournir :

- la description détaillée de la machine et les fiches techniques rédigées en français,
- un CD ROM de démonstration des différentes possibilités d'utilisation de la machine.

B - OPTIONS :

OPTION 1 - Facultative, si elle existe : BRAS DE BALAYAGE AVANT

Balai de balayage articulé placé à l'avant de la machine. Balai de recherche avant réglable en inclinaison.

Le candidat devra fournir :

- un CD ROM montrant les différentes possibilités d'utilisation du bras de balayage articulé et sa complémentarité dans les opérations de balayage.
- une notice technique de l'option 1, rédigée en langue française.

OPTION 2 - Obligatoire : POSSIBILITE DE PASSER EN LAVEUSE :

- mise en place d'une cuve en inox additionnelle positionnée dans la cuve de balayage de 1 m³ au minimum
- Mise en place d'une rampe de lavage placée à l'avant de la machine
- largeur de lavage à définir dans le descriptif
- mise en laveuse rapide, environ 15 minutes

Le candidat devra fournir :

- un CD ROM montrant la technique et la facilité d'adaptation de la rampe, de la cuve et de toutes les opérations nécessaires à cette fonction.
- une notice technique de l'option 2, rédigée en langue française.

OPTION 3- Obligatoire : NETTOYEUR HAUTE PRESSION

- lavage haute pression \geq 150 bars – 15l/minute avec enrouleur automatique 20 mètres, pistolet placé à proximité de l'arrière de la cabine.

Le candidat devra fournir :

- un CD ROM montrant la technique et les caractéristiques du nettoyeur haute pression
- une notice technique de l'option 3, rédigée en langue française.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN DU VEHICULE

La charge de l'entretien du véhicule incombera au titulaire du marché qui indiquera le prix de ce service dans son bordereau des prix.

Elle est basée sur un fonctionnement annuel moyen de 1 400 heures de travail. Ce qui représente, sur la période des 60 mois de location, un nombre total de 7 000 heures de travail.

Le prix de cette prestation sera contractuel, forfaitaire, ferme et définitif, non actualisable et non révisable. Le prix sera calculé sur CINQ (5) ans et ramené en mensualités. Il tiendra compte des éventuelles variations de prix en fonction des différents indices INSEE. Aucun supplément de prix ou indemnité ne pourra être demandé. Cette prestation sera facturée conjointement à la location.

La prestation "Entretien du véhicule" débutera à compter **du jour de livraison** du véhicule et comprend:

- Remplacement des pneumatiques
- Entretien mécanique
- Entretien électrique et électronique
- Entretien hydraulique
- Vidanges, révisions,
- Lubrifiants (huile, liquide de refroidissement, liquide de frein, etc.)
- Remplacement de toutes pièces défectueuses quelque soit la cause (usure ou autre)
- Toutes fournitures qui pourraient avoir été omises dans la présente description, mais seraient nécessaires au bon fonctionnement du véhicule.

Entretien courant

L'entretien couvre tous les travaux et fournitures nécessaires au maintien en parfait état de fonctionnement du véhicule (suivant les préconisations du constructeur) pendant toute la durée de la location, y compris les fournitures d'huile et liquides des différents circuits à l'exception du carburant.

Cette prestation sera exercée dans les ateliers municipaux de la ville de Maromme ou si nécessaire dans un atelier extérieur désigné par avance par le titulaire du marché au rythme et dans les conditions définies par le constructeur et au titre des interventions immédiates et sur rendez-vous (le transport du véhicule est compris dans la prestation). Le véhicule sera restitué le jour même, au plus tard à l'heure de fermeture des ateliers.

S'il n'est pas possible de le restituer dans ces conditions, le titulaire du marché est tenu de mettre à disposition sur site un véhicule de remplacement STRICTEMENT IDENTIQUE, mêmes caractéristiques techniques que le véhicule livré avec ses options.

Toutefois la Ville de Maromme prend en charge :

- Le remplacement des balais de balayage.
- Le remplacement des balais d'essuie glaces.
- Le remplacement des ampoules et lampes.
- La mise à niveau des lubrifiants et la vérification hebdomadaire (fourniture des ingrédients à la charge du titulaire du contrat).

Prêt de véhicule en cas d'immobilisation (sauf accident)

En cas de panne ou incident mécanique, électrique, électronique ou hydraulique ne permettant pas au véhicule de regagner par ses propres moyens les ateliers municipaux, tous les frais de remorquage et d'interventions sur le véhicule seront à la charge du titulaire du marché.

Un numéro de téléphone devra être précisé à cet effet en annexe à l'offre pour être diffusé **aux utilisateurs du véhicule.**

En cas d'immobilisation du véhicule pour une durée supérieure à vingt quatre heures justifié par l'envoi d'un fax ou d'un mail pour des travaux quelle qu'en soit la nature ou la cause, sauf accident, le titulaire du marché est tenu de fournir un véhicule de remplacement dans un délai de quarante huit heures, STRICTEMENT IDENTIQUE, mêmes caractéristiques techniques que le véhicule livré avec ses options.

La livraison aux ateliers municipaux de la Ville de Maromme est comprise ainsi que la restitution de la machine louée.

En cas d'immobilisation du véhicule due à des travaux de carrosserie, le titulaire fera parvenir sous forme de tableau une offre forfaitaire journalière pour un véhicule de remplacement correspondant à la catégorie du véhicule en location, cette prestation sera à la charge de la ville de Maromme.

(Le titulaire du marché devra préciser dans son offre la procédure à suivre pour bénéficier des prestations d'entretien du véhicule de prêt).

ARTICLE 6 – DEMONSTRATION SUR SITE

Le candidat devra prévoir une démonstration sur site (travail à plat et en pente) sur une durée minimum d'une demi-journée (possibilité de conduite de la machine par les agents de la Ville).

Cette démonstration sera accompagnée d'un représentant du constructeur, capable de répondre aux questions techniques posées ce jour.

Pour cette démonstration, prévoir :

- 1° - Offre de base,
- 2° - Option 1 - Facultative, si elle existe,
- 3° - Option 2 – Obligatoire,
- 4° - Option 3 – Obligatoire.

Le candidat sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, 10 jours à l'avance, précisant les modalités, jour et heures du rendez-vous à la Ville de Maromme.

Cette démonstration n'engage pas la Ville de Maromme. Aucun dédommagement n'est prévu pour cette démonstration, elle reste à la charge du candidat.

La Ville de Maromme se réserve le droit de demander une seconde démonstration dans les mêmes conditions que celle désignée ci-dessus.

ARTICLE 7 – MODALITES DE LIVRAISON

➤ **Délai de livraison**

Le véhicule devra être livré dans un délai maximum de TROIS (3) mois à compter de la date de réception de l'ordre de service chez le fournisseur.

En cas de dépassement de délais, un véhicule STRICTEMENT IDENTIQUE, mêmes caractéristiques techniques que le véhicule livré avec ses options sera attribué gratuitement.

➤ **Pénalités**

Par dérogation à l'article 11 du C.C.A.G/fournitures courantes, il sera appliqué une pénalité lorsque le titulaire n'aura pas mis à disposition un véhicule de remplacement. Elle sera équivalente à la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = 5 \times \frac{\text{Prix de la location mensuelle}}{\text{Nombre de jours de dépassement du délai}}$$

➤ **Modalités**

Le fournisseur adressera aux services de la mairie de MAROMME un bordereau récapitulatif du véhicule immatriculé comprenant les photocopies des documents suivants :

- *Carte afférente au véhicule pour bénéficier des prestations d'entretien et de service.*
- *Tous documents émis pour l'accession aux prestations propres au véhicule.*

➤ **Réception et garantie**

Sans objet (contrat d'entretien souscrit, objet de la consultation).

ARTICLE 8 – PRIX

Le prix comprend :

- Les préconisations techniques de l'offre de base (définies à l'Article 4).
- La location du véhicule pour une durée de 60 mois.
- Le montant de l'assistance et la mise à disposition sur site d'un véhicule STRICTEMENT IDENTIQUE, mêmes caractéristiques techniques que le véhicule livré avec ses options dans un délai de 48 h après panne totale de plus de 24 heures.
- Le coût d'entretien complet (fourniture comprise des lubrifiants, huiles, graisse, etc.).
- Le remplacement des pneumatiques.
- Les frais d'immatriculation : carte grise, plaque minéralogique (si besoin en fonction de la catégorie du véhicule).
- La livraison sur site et la préparation du véhicule (conforme à la réglementation du code de la route au jour de la livraison).
- Le gravage des vitres.

-
- Un forfait de 50 € de carburant nécessaire pour la réception du véhicule.
 - Une roue de secours.
 - Un coffret de lampes de secours.
 - La notice d'utilisation et d'entretien rédigée en français.
 - Une formation d'une journée sur site pour 5 personnes (utilisateurs et service réparations).

Le prix du véhicule ne comprend pas :

- Le remplacement des balais de balayage, des balais d'essuie glaces et des lampes et ampoules (éclairage).
- La prestation de graissage et de vérification hebdomadaire effectuée dans les ateliers municipaux.
- Les réparations de carrosserie dues à un incident d'utilisation ou à un accident de la circulation.
- L'assurance tous risques comprenant, dommages au véhicule et aux tiers, le vol, l'incendie et catastrophes naturelles.

L'établissement des prix :

Les prix sont fermes, forfaitaires, définitifs, non actualisables, non révisables.

Les prix prennent en compte :

✓ Loyer

Le prix du loyer est déterminé en fonction du tarif constructeur, auquel s'ajoutent les frais d'entretien.

Un tableau d'amortissement de la machine sur toute la durée du marché, 60 mois, est à joindre en annexe de l'acte d'engagement.

✓ Coût de l'entretien

Le coût de l'entretien devra tenir compte de la fourniture de tous les produits et pièces nécessaires au parfait fonctionnement de la machine.

Le prix de la prestation est fixe pour les 60 mois. Le titulaire du contrat est tenu de calculer ses hausses et ses variations de prix en fonction des indices INSEE. La totalité de la prestation sera alors divisée par le nombre de mois de location (60) et ramené à un prix mensuel.

Un tableau récapitulatif mensualisé des coûts de maintenance sur toute la durée du marché, 60 mois, est à annexer à l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 - REPRISE DU VEHICULE

En cas de vol ou sinistre

Suite à un sinistre, si le montant des réparations est égal ou supérieur à la valeur vénale du véhicule, la location de ce véhicule sera résiliée de plein droit à la date du sinistre. Le locataire restitue alors le véhicule sinistré.

En cas de vol et si le véhicule n'est pas retrouvé dans un délai d'un mois à compter de la déclaration faite par dépôt de plainte, la location du véhicule sera résiliée également de plein droit.

Les modalités de remboursement du véhicule seront définies par l'assurance de la Ville de Maromme sans prétendre à aucune indemnité complémentaire.

En fin de location

Dès la fin de la location, le locataire remet le matériel à disposition du prestataire de service.

Le véhicule sera remis dans un bon état d'entretien, à savoir :

- la présentation générale du véhicule, y compris la peinture, sera d'une qualité normale en fonction de l'âge du véhicule et des heures de fonctionnement enregistrées au compteur.
- la carrosserie, le châssis, les pare-chocs ne comporteront pas de déformation ou autres traces que celles dues au vieillissement naturel et à l'usage normal, ou aux équipements réalisés par le locataire conformément au présent C.C. P.
- la sellerie et le garnissage ne seront ni troués, ni déchirés.- le véhicule sera restitué muni de tous ses documents de bord, accessoires et éléments de sécurité (cric, roue de secours, etc.).

Si la remise du véhicule implique l'exécution de travaux, ceux-ci seront définis contradictoirement entre le titulaire du marché et le locataire, qui les prendra à sa charge.

Le titulaire du marché assurant l'entretien du véhicule, aucune prestation financière ne pourra être sollicitée du locataire pour des remises en état de défauts mécaniques, électriques ou hydrauliques.

Les traces laissées par des aménagements spécifiques, téléphone, lettres collées, ne pourront pas faire l'objet d'indemnisation du prestataire. Elles font partie intégrante de l'usure normale du véhicule.

Le titulaire du contrat proposera au locataire un chiffrage objectif des frais de remise en état du véhicule en indiquant le montant de la remise accordée sur les travaux de réparation (tôlerie - peinture). La personne publique se réserve le droit de recourir après devis contradictoire, à un autre prestataire de service pour la remise en état du véhicule à restituer. En cas de désaccord, un expert sera nommé et jugera le montant réel des réparations à effectuer.

Le locataire n'est pas tenu, à la fin de la période de location d'un véhicule, de procéder à une nouvelle location.

L'examen du véhicule sera concrétisé par un procès verbal de restitution entre le représentant du locataire dûment habilité et le professionnel désigné par le loueur.

Restitution anticipée du véhicule

Une indemnité en cas de restitution anticipée du véhicule est prévue.

Elle est à annexé à l'acte d'engagement.

Un tableau rédigé par l'entreprise devra détailler toutes les périodes de la location entretien.

ARTICLE 10- JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué à partir des critères suivants, classés par ordre décroissant d'importance.

Pour ce faire, la méthode ci-dessous, correspondant à une pondération utilisée.

1° La valeur technique : 40 %

- décomposée en trois sous-critères
 - Respect du cahier des charges : 15 %
 - Qualités techniques de la machine : 15%
 - Intérêt porté au développement durable : 10 %

2° Le prix : 40 %

- décomposé en trois sous-critères :
 - Prix de la location : 10 %
 - Prix de l'entretien courant : 10 %
 - Analyse des indemnités de restitution anticipée : 10 %
 - Analyse de la répartition des charges d'amortissement de la balayeuse : 10 %

3° Résultat suite à essai de la machine sur site : 15 %**4° Délai de livraison : 5 %**

La commission classera les offres en fonction des résultats obtenus (et retiendra l'offre présentant le meilleur résultat). Le critère de choix retenu sera l'offre «économiquement la plus avantageuse ».

Elimination des candidats

Lors de l'ouverture l'enveloppe, les conditions d'élimination seront examinées conformément à l'article 52 du Code des Marchés Publics.

- candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces mentionnées au présent C.C.P.
- candidats dont les garanties professionnelles et financières par rapport à la prestation du marché sont insuffisantes.

ARTICLE 11 - MODALITES D'OBTENTION ET DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à tout candidat qui en fera la demande soit :

- Par courrier à l'adresse ci-dessous,
- Par fax au 02 32 82 22 28
- Par e-mail à l'adresse suivante : secretariat-general@ville-maromme.fr
ou sur le site de l'ADM 76 : <https://www.publicatur.fr>

➤ Les dossiers de consultation des entreprises peuvent être retirés sur place à l'adresse suivante du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 au bureau du courrier :

Mairie de Maromme - place Jean JAURES, 76150 MAROMME

➤ Le dossier de consultation est également consultable et téléchargeable

à l'adresse suivante : www.ville-maromme.fr (rubrique **Marchés publics**)

sur le site : <https://www.publicatur.fr>

Afin de pouvoir télécharger et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :
.Rtf, .Doc, .Xls, .Pdf

Présentation des offres sur support papier :

Les offres seront adressées **impérativement sous pli clos** contenant l'offre et les documents demandés.

Les offres devront être transmises par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception à l'adresse ci-dessous et de garantir la confidentialité. Elles pourront être remises contre récépissé à l'adresse ci-dessous :

**MAIRIE DE MAROMME
BP 1095
76153 MAROMME CEDEX**

aux heures d'ouverture du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure suivante :

le 5 janvier 2011 à 16 h 00

- **Dématérialisation :**

Le D.C.E. peut être téléchargé sur : <https://www.publicatur.fr>

L'offre dématérialisée peut être remise sur cette même adresse dans les délais énoncés dans ce CCP. Elle doit parvenir à destination **avant 5 janvier 2011 à 16 h.**

(Il est précisé que le retrait des documents électroniques n'oblige pas le soumissionnaire à déposer électroniquement son offre.)

Les dossiers qui seraient remis ou dont la réception serait effectuée après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

L'enveloppe comportera la mention suivante :

Offre pour : *LOCATION ET ENTRETIEN D'UNE BALAYEUSE*

Conformément aux articles 45 et 46 du code des marchés publics, le candidat devra fournir un dossier complet contenant les documents ci-dessous énumérés.

NB : Le candidat peut se référer aux imprimés DC4, DC5, DC6, DC7 (ou nouveaux formulaires DC1, DC2, NOTI 1, NOTI 2) téléchargeables gratuitement.

Les pièces constitutives du marché (par ordre de priorité décroissante) sont les suivantes:

- Les déclarations et attestations sur l'honneur visées à l'Article 45 du Code des Marchés Publics DC4, DC5 et DC7(ou nouveaux formulaires DC1, DC2, NOTI 1, NOTI 2).
- Références requises relatives à la capacité professionnelle :
 - Une liste de références de location entretien, durée similaire, récente, chiffrée et datée.
 - Moyens de l'entreprise (personnels, matériels, dépannages, localisation, etc.)
 - Au moins deux certificats de capacité délivrés pour des locations entretien de la spécialité correspondante. Ils devront porter sur des locations faites dans les quatre dernières années sous la direction de l'homme de l'art qui les aura délivrés.
 - Une copie du certificat de qualification professionnelle pour l'année en cours, délivré par l'organisme professionnel de qualification et de classification de la profession et des activités annexes ou son fac simili ou références équivalentes.
 - Toute pièce permettant d'évaluer les capacités professionnelles de l'entreprise.
- Extrait K bis.
- Attestation d'assurance en cours de validité.
- R.I.B ou R.I.P.
- Le présent C.C.P. paraphé, signé.
- L'Acte d'engagement entièrement complété, paraphé, signé, et ses deux annexes :
 - annexe 1 : tableau d'amortissement de la machine sur toute la durée du marché, 60 mois.
 - annexe 2 : tableau récapitulatif mensualisé des coûts de maintenance sur toute la durée du marché, 60 mois.
- La méthode de calcul de l'indemnité portée au tableau en cas de restitution anticipée du véhicule : document à fournir par le candidat, daté et signé (joint à l'acte d'engagement).
- Mémoire technique :
 - Fiches techniques de la machine et de ses options, performances, etc... rédigées en français.
 - Notices d'utilisation de la machine et de ses options, rédigées en français.
 - CD Rom d'utilisation de la machine et de ses options.
 - Tableau récapitulatif des différentes périodes d'entretien de la machine et remplacement des pièces d'usure.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après.

- Normes françaises homologuées : **néant**
- Dérogation à l'article 11 du C.C.A.G. / fournitures courantes et services par l'article 7 du présent C.C.P.

- Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

- Pour des renseignements d'ordre administratifs : **M. N. JAFFRE, Directeur Général des Services.**

Tél. : 02 32 82 22 00
Télécopie : 02 32 82 22 28
E - Mail : nicolas.jaffre@ville-maromme.fr

- Pour des renseignements d'ordre techniques : **M. GRESEL, Directeur du Pôle Moyens Généraux**

Tél. : 02 32 82 36 40
Télécopie : 02 32 82 36 41
E - Mail : serv-techniques@ville-maromme.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

- Langue utilisée

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

- Unité monétaire

Le marché sera conclu en Euros.

Visa et cachet de l'Opérateur Economique,
(après avoir paraphé toutes les pages)